

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Chartres, le 27 mars 2012

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 442/RAAPC/IC12105

Affaire 120295 suivie par :

Tél. : 02 37 20 50 50 – Fax : 02 37 20 40 74

Courriel : ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Vérifié par :

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire et 2 annexes.

0044220120327SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
MODIFIANT LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION DE STOCKAGE
DE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

**SOCIETE SITA CENTRE OUEST
ICPE N° 442**

COMMUNE DE PRUDEMACHE

Par bordereau du 08 août 2011, le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de modification des conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux présentée par la société SITA CENTRE OUEST située sur le territoire de la commune de Prudemanche.

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

L'installation de stockage de déchets non dangereux de Prudemanche, lieu-dit « Le Pérou » a été autorisée initialement par arrêté préfectoral n° 4847 du 14 décembre 1992 pour une activité de stockage de déchets ménagers et assimilés (capacité d'enfouissement de 800 000 tonnes de déchets) au profit de la société STANEXEL.

Ce site a fait l'objet de plusieurs arrêtés complémentaires et changements d'exploitants en date des 03 juin 1994, 03 mars 1995, 05 novembre 1998, 22 septembre 1999, 07 mars 2003 et 18 août 2003. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 août 2003, abrogeant les arrêtés précédents :

- Autorise la société SITA CENTRE OUEST à exploiter, pour 10 ans, les activités de stockage de déchets non dangereux (50 000 t/an) et une plate-forme de compostage de déchets verts ;
- Prescrit les dispositions de remise en état du site et de suivi post-exploitation.

La réception des premiers déchets a commencé début 1995 et a cessé le 31 décembre 1999 pour les ordures ménagères et le 1er décembre 2004 pour les déchets verts.

Le 23 décembre 2008, un arrêté préfectoral complémentaire modifie les conditions d'exploitation notamment pour la zone initiale et autorise l'extension du centre de stockage de déchets non dangereux sur un terrain contigu au lieu dit « la Mare Franc-Jeu ».

Les mesures de remise en état prévues pour la zone de stockage initiale, autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 août 2003, sont modifiées et remplacées par les mesures de remise en état décrites dans le dossier de demande d'autorisation d'extension – version avril 2008.

2. OBJET DE LA DEMANDE PRESENTEE PAR LA SOCIETE SITA CENTRE OUEST

Par courrier du 08 août 2011 complété par courriers du 14 novembre 2011 et du 24 janvier 2012, la société SITA CENTRE OUEST nous a informés de son intention de modifier les conditions d'exploitation de son site de stockage initial.

Le projet consiste à réaliser un projet pilote d'aérostabilisation uniquement sur le casier n°3 (surface d'environ 5 000 m²) de l'installation de stockage de déchets non dangereux initial situé au lieu-dit « Le Pérou » dans l'objectif d'optimiser les conditions de post-exploitation, pour une durée de 5 ans.

Un plan de localisation du casier n°3 sur le site est joint en annexe 1 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

L'article R. 512-33 du Code de l'environnement dispose que « toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Le procédé mis en oeuvre doit permettre à l'exploitant de valider que l'aérostabilisation permet une stabilisation plus rapide des déchets, une diminution des émissions de gaz à effet de serre et une amélioration de la traitabilité des lixiviats.

Le procédé mis en œuvre par l'exploitant consiste à une injection d'air dans le massif de déchets du casier n°3 (déchets âgés de 14 ans) via 3 puits d'injection (3A, 3B et 3C) fonctionnant à l'aide d'un surpresseur d'air. Au démarrage du projet et pendant une durée d'un mois, l'exploitant procède à une extraction du biogaz présent dans le massif de déchets vers la torchère existante (BG 500).

Ces puits d'injection d'air sont ceinturés par 7 puits d'extraction de biogaz (E1, E2, E3, E4, E5, 3F et 2D) qui sont reliés aux puits de dégazage existants. Un plan du casier n°3 est joint en annexe 2 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Le biogaz extrait est traité :

- Par combustion dans la torchère existante si la teneur en CH₄ est supérieur à 20 % v/v ou
- Par un filtre à charbon actif si la teneur en CH₄ est comprise entre 20 et 5% v/v ou
- Par un biofiltre si la teneur en CH₄ est inférieur à 5 % v/v.

Le suivi de l'évolution du casier n°3, objet du présent projet, est comparé à l'évolution du casier n°4, casier témoin présentant des caractéristiques similaires.

Les puits forés pour les opérations de contrôle de la température sont comblés une fois les sondes posées.

Un plan du casier n°3 avec les différents puits mis en place est joint en annexe 2 du présent rapport.

La société SITA CENTRE OUEST prévoit une exploitation du projet sur une durée de 3 à 5 ans.

3. EXAMEN DE LA DEMANDE

3.1 Classement

Les rubriques de la nomenclature autorisées ne sont pas modifiées par le projet.

3.2 Impacts du projet

3.2.1 Impact sur les rejets aqueux

Les lixiviats (eaux de constitution des déchets pouvant être libérées au cours de la période de stockage) sont drainés et collectés à travers le réseau existant sur le casier.

La qualité des lixiviats est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 août 2003.

3.2.2 Impact sur les rejets atmosphériques

L'impact sur les rejets atmosphériques est maîtrisé par l'exploitant.

Un suivi de la qualité du biogaz est mis en place

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre une prescription sur l'impact des rejets atmosphériques dans son article 5.1.

3.2.3 Impact sur les odeurs

L'impact de l'installation sur les odeurs est maîtrisé par l'exploitant.

Dès le démarrage du projet, l'exploitant installe sur son site :

- Un filtre à charbon actif dimensionné pour traiter un volume de biogaz de 400 m³/h et permettant d'adsorber les COV et le H₂S ;
- Un biofiltre composé de 4 unités remplies de compost de 30 m³ unitaire pouvant traiter 100 m³/h/unité.

Ces équipements sont régulièrement entretenus par l'exploitant conformément aux recommandations des fabricants.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrit le système de traitement mis en place dans son article 4.1.

3.2.5 Impact sur le trafic

L'installation n'engendre pas de trafic routier supplémentaire.

3.2.6 Impact sur le bruit

Dans le cadre de l'exploitation du procédé d'aérostabilisation, l'exploitant n'évoque pas les impacts liés aux niveaux sonores du projet.

Une mesure des niveaux sonores de l'établissement dans les 6 mois suivant la mise en service du procédé d'aérostabilisation est prescrite à l'article 5.4 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire. Cette mesure sera effectuée lors du fonctionnement de ces nouvelles installations.

3.2.7 Prévention du risque d'explosivité

La prévention du risque d'explosivité est maîtrisée par l'exploitant. Celui-ci montre dans son dossier que la diminution des teneurs en méthane s'accompagne d'une augmentation des teneurs en oxygène lors de l'aération et que le domaine d'explosivité n'est soit pas rencontré, soit non établi de manière durable.

Les teneurs en gaz sont mesurées, enregistrées et suivies par l'exploitant. Afin de maîtriser le risque d'explosivité, le système d'injection d'air est asservi à l'analyseur de biogaz et un système visuel d'asservissement est mis en place à proximité du casier n°3.

Une campagne d'analyse de la composition du gaz du sol est effectuée mensuellement par l'exploitant.

Des consignes d'exploitation mises en place actuellement sont complétées par l'exploitant. Les opérateurs sont équipés de détecteurs portables de gaz.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre une prescription sur le contrôle du gaz dans son article 5.1.

3.2.8 Prévention du risque d'incendie

La prévention du risque d'incendie est maîtrisée par l'exploitant.

Afin de prévenir tout feu couvant, l'exploitant réalise un suivi de la température à l'aide de 17 thermocouples placés dans des puits forés pour ces équipements.

La température est enregistrée et suivie par l'exploitant.

Une procédure de gestion opérationnelle de la montée en température du casier expérimental est mise en place par l'exploitant avec des moyens proportionnés à la température :

- Si pendant plus de 2 heures, température du massif > 55°C ou > 60°C : diminution ou arrêt d'injection d'air ;

- Si pendant plus de 2 heures, température du massif $> 70^{\circ}\text{C}$: injection de lixiviats via deux bassins (l'un de capacité de $1\,500\text{ m}^3$ et l'autre de $4\,500\text{ m}^3$) et un circuit d'injection. Un bassin d'eaux pluviales de capacité de $5\,000\text{ m}^3$ est également disponible sur site.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre une prescription sur contrôle de la température dans son article 5.2.

3.2.9 Prévention du risque d'instabilité du massif

Afin de suivre le comportement du casier, l'exploitant indique dans son dossier que des contrôles visuels et des relevés topographiques sont réalisés.

Une campagne de mesures géophysiques (mesure de la résistivité électrique par des électrodes positionnées sur des lignes de mesure) est effectuée mensuellement par l'exploitant autour des puits d'injection d'air et permet d'évaluer l'homogénéité du massif.

Après une année d'exploitation du procédé, ces mesures doivent permettre à l'exploitant de réorienter la localisation et le nombre des lignes de mesure ainsi que la fréquence d'enregistrement.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre une prescription sur le contrôle de la stabilité du massif dans son article 5.3.

3.2.10 Bilan

Les impacts du projet sont maîtrisés par l'exploitant.

Les modalités d'intervention de l'exploitant sont décrites dans le projet :

- Lors des jours ouvrés : le personnel d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux en extension est présent sur site ;
- Hors jours ouvrés : une astreinte est mise en place par l'exploitant ;

Le système de supervision du pilote est accessible pour l'exploitant et à distance via l'utilisation d'une télégestion.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre une prescription sur les modalités d'intervention dans son article 5.

S'agissant d'une nouvelle activité, les prescriptions susmentionnées sont intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

L'autosurveillance avec envoi mensuel de rapport commenté (suivi de la qualité du biogaz, suivi de la qualité du gaz du sol, suivi de la température, suivi du pH, suivi des mesures géophysiques et suivi de la qualité des lixiviats) à l'inspection des installations classées est prescrit à l'article 7 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

4. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Compte-tenu des conditions d'exploitation du site, et considérant les impacts supplémentaires, engendrés par cette modification d'activité, maîtrisés dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral complémentaire, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société SITA CENTRE OUEST.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

Vu et transmis avec avis conforme,
Pour le directeur,
Le chef du Service Environnement Industriel
et Risques

L'ingénieur de l'industrie et des mines,